



# Soigner dignement s'oppose à l'économie de guerre !

Une économie de paix et de justice sociale, permet de remettre nos missions au cœur des besoins de la population.

*Alors que les conflits se multiplient, le pouvoir appelle à une « économie de guerre ». Traduction : des milliards pour l'armement, pendant qu'on coupe dans les services publics, qu'on ferme des lits d'hôpitaux, qu'on gèle les salaires... Encore une fois, ce sont les salarié-es et les fonctionnaires qui paient l'addition, pendant que les marchands de canons se gavent.*

Mais cette logique guerrière ne tombe pas du ciel : elle sert un système. Celui qui préfère investir dans la destruction plutôt que dans l'éducation, la santé, la transition écologique. Celui qui brandit la peur pour mieux faire taire les revendications sociales.

La CGT s'y oppose. Parce que nous portons une autre vision : une économie de paix, fondée sur la justice sociale, le respect des droits humains, le désarmement et la solidarité entre les peuples. Une économie qui met les richesses au service de la vie, pas de la mort. **La prévision du PLFSS 2026 de la Sécurité sociale présentée par le gouvernement va encore accélérer cette macabre tendance.** L'augmentation des dépenses de santé dédiées au secteur hospitalier sera limitée à +3,1 %, bien loin des besoins ; même la Fédération Hospitalière de France (FHF, employeurs du secteur public) estime nécessaire d'augmenter l'ONDAM de +7 %.

- ➔ **Le gouvernement maintient comme mesures pour les fonctionnaires L'abaissement de 100 % à 90 % du brut indiciaire en cas de maladie.**
- ➔ **Une pénalisation de la maladie qui se rajoute à la suspension des primes dès le premier jour d'arrêt-maladie, sachant qu'elles peuvent représenter jusqu'à 25 % du traitement des agents dans notre champ professionnel.**
- ➔ **Le gel du point d'indice**
- ➔ **Une réforme du supplément familiale**
- ➔ **Le non-remplacement d'1 fonctionnaire sur 3**

En pratique, c'est juste pour économiser 1,25 milliard d'euros sur le dos des agents publics !

Contre l'austérité et la militarisation, notre réponse doit être claire : des salaires, des écoles, des hôpitaux, pas des bombes. Travailler et produire pour la paix, c'est aussi un combat syndical. Et il est plus que jamais nécessaire de le mener !

**Pour obtenir les moyens nécessaires de couvrir les besoins de la population, améliorer les conditions de travail et défendre nos droits,**

**MOBILISONS-NOUS PENDANT LA PÉRIODE  
DU DÉBAT PARLEMENTAIRE SUR LE PLFSS 2026  
TOUTES ET TOUS MOBILISER À PARIS**

**LE 9 OCTOBRE PROCHAIN**



**Santé, Action Sociale,  
l'état d'Urgences !**

